

INFF

Réunion des partenaires 2025

22-23 janvier 2025, Barcelone

NOTE CONCEPTUELLE ET PROJET D'ORDRE DU JOUR



Informations pratiques

Date et heure	22 - 23 Janvier 2025, 09:00 - 18:00
Hôte	Gouvernement d'Espagne en collaboration avec le gouvernement régional de Catalogne
Localisation	Palau Reial de Pedralbes, Barcelone
Organisateurs	PNUD Facilité INFF (PNUD, UNDESA, UNICEF, OCDE, UE, Italie, Espagne, Suède)
Langue	La réunion sera disponible en catalan, anglais, français et espagnol.
Inscription	Pour participer en personne: ici (sur invitation uniquement) Pour participer en ligne: ici (livestream via zoom webinar)

Contexte

Avec seulement 17 % des ODD sur la bonne voie pour être atteints en 2030,ⁱ le Secrétaire général des Nations Unies a souligné que "les ODD ont besoin d'un plan de sauvetage mondial", mettant en avant la réforme de l'architecture financière comme moteur important pour accélérer les progrès des ODD.

Le déficit de financement des ODD est estimé à plus de 4 000 milliards de dollars, tandis que le coût du financement estimé pour atteindre les objectifs des Accords de Paris est d'environ 5 800 milliards de dollars au niveau national d'ici à 2030.ⁱⁱ

Le Premier ministre espagnol a exprimé son soutien à la vision du Secrétaire général des Nations Unies et a indiqué que l'Espagne jouerait un rôle important en tant qu'hôte de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement. Selon lui, "Nous avons une occasion historique de réformer l'architecture financière internationale et de mieux répondre aux besoins de tous les pays et de nos peuples", a déclaré le Premier ministre.

La quatrième conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Séville en 2025, représente une occasion unique de parvenir à un résultat ambitieux. En particulier, il est nécessaire de redoubler d'efforts aux niveaux mondial, régional et national pour mobiliser et aligner les financements publics et privés en faveur du développement durable, grâce à une architecture financière repensée s'appuyant sur les engagements du Pacte pour l'avenir.

Au niveau national, plus de 85 pays utilisent l'approche du Cadre de Financement National Intégré (CFNI), définie pour la première fois par les États membres de l'ONU dans le

Programme d'action d'Addis-Abeba en 2015. Les CFNI incarnent trois principes fondamentaux au cœur du programme de financement du développement et de l'accélération des progrès vers 2030 :

- (i) l'appropriation et la direction par les pays ;
- (ii) l'orientation vers une mission, en catalysant les réformes pour le développement durable
- (iii) des approches holistiques et intégrées, en favorisant un changement cohérent dans les finances publiques et privées grâce à des plateformes inclusives et responsables.

À ce jour, 17 gouvernements nationaux et infranationaux ont mis en œuvre des stratégies de financement, et plus de 50 pays réalisent des réformes de leur politique financière basées sur leurs CFNI. Une analyse récente des réformes les plus avancées révèle que 16 milliards de dollars de nouveaux financements ont été mobilisés pour l'investissement dans les ODD et qu'il est possible de renforcer leur impact à hauteur de 32 milliards de dollars supplémentairesⁱⁱⁱ.

Au fur et à mesure des progrès au niveau national, l'engagement international en faveur des CFNI pilotés par les pays s'est renforcé, s'appuyant sur l'agenda d'Addis-Abeba. Le Plan d'action du Secrétaire général des Nations unies en faveur des ODD invite les gouvernements à aligner tous les flux de financement sur les objectifs des ODD à travers des cadres nationaux comme les CFNI^{iv}. Les dirigeants du G20 ont également approuvé un cadre de soutien volontaire aux CFNI^v, et ceux-ci figurent dans les programmes d'action pour les pays les moins avancés^{vi} ainsi que pour les petits États insulaires en développement^{vii}.

Alors que les discussions autour des résultats du FfD4 se poursuivent, les premières indications suggèrent la possibilité d'un réengagement ambitieux en faveur des CFNI pilotés par les pays dans le document final de Séville. Ce [document](#) place les CFNI au centre de l'agenda du FfD, appelant à un cadre de financement mondial renouvelé aligné sur les priorités nationales. Il souligne leur rôle dans le financement public, privé, la coopération au développement, l'innovation et le suivi. Cela répond aux priorités exprimées par les États membres : allant du potentiel des INFF pour stimuler l'investissement dans les priorités sociales, économiques et environnementales,^{iv} NDCs,^v adaptation^{vi} et résilience,^{vii} pour renforcer la mobilisation des revenus,^{viii} accroître l'efficacité des dépenses publiques^{ix} et débloquer le financement privé^x et en tant que plateforme pour l'élaboration de politiques inclusives,^{xi} ainsi que le soutien à tous les PMA pour rendre les INFFs opérationnels d'ici 2027^{xii} et la reconnaissance des INFFs comme la pierre angulaire des plates-formes de pays.

^{xiii}

La [Facilité CFNI](#), lancée en 2022 lors du Forum sur le financement du développement, soutient les pays dans le développement et la mise en œuvre des CFNI. Initiative conjointe du PNUD, du DAES, de l'UNICEF, de l'OCDE, de l'Union européenne et des gouvernements d'Italie, d'Espagne et de Suède, elle offre une assistance technique, favorise l'échange de connaissances et fournit des orientations techniques. Elle aide les gouvernements et leurs

partenaires à réaliser le potentiel de l'approche INFF pour accélérer les progrès vers les objectifs nationaux de développement durable et les SDG.

Depuis son lancement, la Facilité CFNI a répondu à la demande d'assistance technique de plus de 30 pays, facilité des échanges entre décideurs de plus de 70 pays et publié plus de 20 ressources techniques et pédagogiques pour appuyer la mise en œuvre des CFNI au niveau national.

La réunion des partenaires de la Facilité CFNI en 2025, organisée à Barcelone par le gouvernement espagnol en partenariat avec le gouvernement régional de Catalogne, rassemblera des acteurs de tous horizons pour discuter des priorités futures. Cet événement permettra d'évaluer les progrès réalisés, de renforcer les partenariats et de partager des idées pour mobiliser les capitaux publics et privés en faveur des priorités nationales de développement durable. Elle facilitera la discussion sur les moyens d'approfondir les partenariats et la collaboration, afin de mobiliser et d'aligner les capitaux publics et privés sur les priorités nationales en matière de développement durable, ainsi que sur le rôle de la Facilité INFF à cet égard. Enfin, elle offrira un forum pour partager des idées et construire un consensus sur les engagements à envisager pour 2025 et au-delà, en s'appuyant sur les résultats du FfD4 à Séville.

Objectifs

- Réfléchir aux progrès réalisés et aux priorités des INFF pilotés par les pays.
- Renforcer les partenariats et l'engagement de la société civile, du secteur privé, des institutions financières internationales (IFI) et des partenaires de développement dans les INFF pilotés par les pays.
- Discuter des moyens concrets permettant de mobiliser les investissements du secteur privé et de les aligner sur les priorités du développement durable.
- Façonner les engagements potentiels relatifs aux INFF dans le cadre des résultats du FfD4.
- Définir les priorités de la Facilité INFF pour la période post-2025.

Les participants

- Partenaires de l'INFF
- Gouvernements utilisant l'approche INFF
- Les missions permanentes engagées dans une discussion sur l'INFF
- Organisations de la société civile
- Partenaires de développement
- Institutions financières internationales
- Organisations du secteur privé
- Experts indépendants

Il s'agira d'un échange interactif combinant des discussions en panel, des tables rondes et des ateliers. Environ 80 participants sont attendus.

-
- ⁱ ONU, 2024, [Rapport sur les objectifs de développement durable 2024](#).
- ⁱⁱ Comité permanent des finances de la CCNUCC, 2021, [Premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la convention et de l'accord de Paris](#). Les chiffres sont basés sur les besoins chiffrés identifiés dans 78 CDN.
- ⁱⁱⁱ INFF Facility, 2024, [Making finance work for people and planet : how countries are building their sustainable finance ecosystem through integrated national financing frameworks](#)
- ^{iv} [Contribution de l'Italie au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^v [Contribution de la Suède au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{vi} [Contribution de l'Espagne au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{vii} [Contributions du Portugal au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{viii} [Contributions du groupe des pays en développement enclavés au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{ix} [Contributions de l'Alliance des petits États insulaires au document sur les éléments du FfD4](#)
- ^x [Contribution du Malawi au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{xi} [Contribution de la Belgique au document sur les éléments du FfD4](#).
- ^{xii} Proposition de "soutenir tous les PMA pour développer des cadres de financement nationaux intégrés d'ici 2027 afin de gérer les divers flux financiers" incluse dans les [contributions du groupe des pays les moins avancés pour le document sur les éléments du FdD4](#).
- ^{xiii} Par exemple, [les contributions de l'Inde au document sur les éléments du FfD4](#) demandent que les INFF soient la pierre angulaire de l'effort mondial sur les plateformes nationales recommandées pendant la présidence indienne du G20, tandis que [les contributions de l'UE](#) demandent un renforcement de la collaboration entre l'engagement des BMD dans les plateformes nationales et les INFF. [Les contributions de l'Allemagne](#) plaident en faveur des synergies entre les INFF, les plateformes nationales et les JET-P, et celles des [Pays-Bas](#) en faveur d'une coordination des INFF avec les IFI.